

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2162

Artikel: Vaud et Genève, regards croisés : au prétexte des élections vaudoises, une mise en perspective et une prise de recul
Autor: Jaggi, Yvette / Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014298>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

doivent encore recevoir l'aval du Conseil national, ce qui semble acquis.

Vaud et Genève, regards croisés

Au prétexte des élections vaudoises, une mise en perspective et une prise de recul

Yvette Jaggi | Jean-Daniel Delley - 17 avril 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31389>

Vaud et Genève: quelques réalités chiffrées

Données (2015-2016)	Unité	VAUD	GENEVE
Superficie	Km ²	3'212	282
Population résidente	Habitants	785'000	489'000
	% du total Suisse	9,3%	5,8%
Densité de la population	Habitants au km ² CH = 204	244	1'734
Frontaliers actifs	Nombre	29'000	86'300
	% du total Suisse	9,1%	27%
Produit intérieur brut	% PIB CH	8%	7,4%
Dette publique	CHF par habitant	1'270	25'819
Voitures de tourisme	Pour 1'000 habitants CH = 543	530	457

A la veille des élections cantonales en terre vaudoise, il nous a paru intéressant de mettre en regard le calme de cette campagne plutôt sereine avec le climat plus agité de la vie politique à Genève, ville et canton. A cette fin, nous avons recueilli les commentaires de quatre personnalités genevoises et vaudoises venues d'horizons différents qui ont bien voulu confronter leurs points de vue sous la conduite de Joëlle Kuntz: pour le canton de Vaud, Marie-Claude Jequier, historienne, ancienne cheffe des affaires culturelles de la Ville de Lausanne, et Daniel Rossellat, syndic de Nyon; pour Genève, David Hiler, ancien conseiller d'Etat, et une personne que nous ne citerons pas eu égard à sa fonction au sein de l'administration cantonale. Le texte qui suit n'engage que Domaine Public.

Si proches et pourtant si lointains

Il fut question de fusionner VD-GE. C'était le but d'une initiative lancée en 1997 et balayée par le peuple dans les deux cantons concernés en 2002. L'un des protagonistes d'alors, l'ancien conseiller d'Etat vaudois [Philippe Pidoux](#) y croit encore, comme à «une vision qui se réalisera d'une manière ou d'une autre». Il confond sans doute les effets de l'intense mobilité le long de la

rive suisse du Léman avec la création d'une unité englobant aussi le Jura, le Gros-de-Vaud, le Nord et l'Est vaudois. Moins de confusion en revanche chez les tenants de la métropolisation et les fidèles de la [région lémanique](#), qui s'intéressent davantage aux réalités du terrain qu'aux institutions.

En tout état de cause, plus personne ne parle de cette fusion, dont l'intérêt économique n'apparaît pas: malgré leur *standing*, les deux cantons concernés ne sont ni assez riches pour financer tout ce qui y est désiré, ni assez pauvres pour tenter de travailler ensemble. Dans ces conditions, le besoin d'un rapprochement, a fortiori d'une fusion, ne se fait nullement sentir. Il faudrait que la séparation traditionnelle et une certaine ignorance mutuelle deviennent sources de grande douleur pour que le souverainisme cantonal – forme helvétique de l'affirmation identitaire généralisée en Europe – soit sérieusement remis en question.

On n'en est de toute évidence pas là. Car on ne vit pas la même vie des deux côtés de la Versoix. La faute aux différences significatives d'échelle géographiques et sociodémographiques. Ces différences expliquent en bonne partie les écarts traditionnellement observés entre les cantons de Vaud et de Genève. Les pratiques politiques et sociales, les choix budgétaires, les styles de gouvernance, les problèmes ressentis, les discours tenus expriment de profondes différences culturelles.

Sommairement dit, le rassemblement vers un centre large dont se félicite le canton de Vaud – où la majorité parlementaire reste à droite tandis que le gouvernement comprend quatre

«*roses-verts*» sur sept – contraste avec la persistance des postures extrêmes qui, à Genève, ressurgissent d’une législature à l’autre, tant à droite qu’à gauche et sous de nouvelles étiquettes bien souvent. Ainsi au bout du lac, le Conseil d’Etat doit régulièrement affronter la mauvaise humeur du Grand Conseil, quand bien même il devrait pouvoir compter sur une confortable majorité. A titre d’exemple, le projet de budget 2016 a dans un premier temps été refusé à l’unanimité des députés moins une voix, celle d’une députée par ailleurs non affiliée à un parti...

En terre vaudoise, ce genre d’affrontement est considéré comme une dommageable perte de temps. Alors que les Vaudois passent pour les plus «*Bernois*» – comprenez les plus lents – des Romands, ils n’hésitent pas à prendre les devants, comme on l’a vu historiquement avec l’introduction du droit de vote des femmes (1959) et avec la rédaction d’une nouvelle Constitution cantonale (1999-2002).

Ce genre d’audace de calendrier et de méthode – mais pas seulement – comporte certains risques. On l’a vérifié tout récemment avec la Réforme de l’imposition des entreprises III, dont le peuple vaudois a plébiscité la solution fiscal-socialiste (du tandem radical-socialiste Pascal Broulis et Pierre-Yves Maillard), avant même de connaître les contours de la version fédérale. Depuis le rejet de février dernier, on parle beaucoup outre-Sarine de la «*solution vaudoise*» – sans oser l’imiter évidemment. Autre exemple du consensus à la vaudoise: le contournement de Morges, écartelée par l’autoroute depuis 1964. En faisant silence sur les vives discussions toujours en cours à propos du futur tracé à inaugurer en 2045, les Vaudois ont obtenu l’inscription des gigantesques travaux du grand Ouest lausannois dans le programme Forta, financé avec une forte participation fédérale.

Question d’échelles et de frontières

Quand on parle de Vaud et de Genève, on mesure d’abord les écarts sur le terrain. Avec ses plus de 3’200 km², le canton de Vaud est le quatrième plus grand de Suisse (après les Grisons, Berne et le Valais) tandis que Genève

fait moins de 300 km² et n’est suivi que de Zoug et de quatre (anciens) demi-cantons (Nidwald, les deux Appenzell et Bâle-Ville qui fait tout juste 37 km² et trois communes).

L’exiguïté du territoire genevois a suscité, paradoxalement, une volonté farouche de préserver des zones agricoles tout autour de la ville de Genève, dont l’extension se trouve ainsi bloquée. Avec une banlieue repoussée au-delà de la frontière, le processus d’urbanisation devient complètement atypique.

Atypiques aussi les limites et contours du territoire genevois. Il suffit de consulter une carte de géographie pour mesurer le caractère extrêmement ténu du rattachement de Genève à la Suisse. La République et canton a, en tout et pour tout, 4,6 kilomètres (4’600 mètres) de frontière commune avec le canton de Vaud, contre 105,2 kilomètres avec la France. Une telle imbrication avec un pays voisin ne se retrouve nulle part en Suisse, où pourtant l’histoire a dessiné plusieurs excroissances régionales, telles l’Ajoie (JU), la commune de Riehen (BS), le canton de Schaffhouse et son enclave de Stein-am-Rhein ou le Val Poschiavo (GR).

Pas étonnant dans ces conditions que les flux de [frontaliers actifs](#) soient particulièrement forts à Genève, principalement dans le sens France-Suisse. A fin 2016, on recensait 86’300 personnes traversant la frontière les jours ouvrables. Soit un bon quart (27%) de l’effectif total suisse (318’500 personnes). Moins d’un dixième (9,1%) pour le canton de Vaud, vers lequel arrivent régulièrement 29’000 personnes, à travers le Jura, le lac Léman, le Chablais Valaisan ou... le canton de Genève. En proportion de la population résidente et en l’état des transports publics en attendant le Ceva, les frontaliers représentent un problème récurrent d’équilibre démographique et d’encombrement automobile. Problème politique aussi, qui contribue à alimenter le fonds de commerce de partis populistes aux dénominations successives, de Vigilance au siècle dernier à l’actuel Mouvement des citoyens genevois (MCG).

L’importance locale du rôle des frontaliers ainsi que la très significative dimension globale de la

Genève internationale sont des constantes de l'histoire de la ville et du canton, continuellement tiraillés entre les problèmes d'ici et d'ailleurs.

Disparités économiques et structurelles

Rien de comparable dans le canton de Vaud qui se dit et se sent un Pays, riche de ses complémentarités intérieures, tant régionales – Jura, plaine et Alpes – que nourricières – pain, sel et vin. Genève a, comme il convient à sa vocation, un aéroport international alors que Lausanne se situe à la croisée des réseaux ferroviaires et autoroutiers de la Suisse occidentale. Lausanne est la capitale du plus solide et diversifié des cantons romands, géré par des autorités pratiquant le consensus avec une sérénité inimaginable au bas bout du lac.

La structure d'une économie cantonale renseigne sur son état de santé et ses perspectives de développement. A cet égard, la situation genevoise semble [relativement fragile](#): désindustrialisation achevée, relais biotech affaibli par la disparition du «*navire amiral*» baptisé Merck-Serono, absence d'avancées décisives hors de deux spécialités: arômes et matières premières. Actuellement, le produit intérieur brut de Genève dépend, à raison de 60%, de trois branches conjonctuellement sensibles: les services financiers, le négoce des matières premières et l'horlogerie.

Inversement, comme déjà relevé, l'économie vaudoise paraît [relativement solide](#), grâce une répartition plus équilibrée entre les trois grands secteurs: production attentive du sol, industrie numérisée et transports, ainsi que tertiaire classique (commerce, tourisme) et avancé (formation, recherche, santé). Mais, rien n'étant définitivement acquis, certains entrevoient déjà «*la fin du miracle économique vaudois*» ou à tout le moins le tournant d'un cycle de croissance quasi automatique – et de sous-enchère fiscale assumée.

Quoi qu'il en soit des développements à venir, l'évolution de ces 25 dernières années aura fortement influé sur la situation financière actuelle des collectivités. La relative fragilité

genevoise a fait plonger dans le rouge les comptes au niveau du canton et dans nombre de grandes communes. Dix années consécutives de lourds déficits publics, puis le coûteux redressement de la Banque cantonale et l'assainissement de la Caisse de retraite de la fonction publique ont triplé le montant de la dette qui est passée de quelque 4 milliards francs à plus de 11 milliards actuellement. Un lourd fardeau qui plomberait inéluctablement les budgets d'investissement s'ils n'étaient pas généreusement alimentés, à Genève comme à Bâle, par d'importantes contributions de mécènes (pour n'en citer qu'un: la Fondation Wilsdorf avec un pont sur l'Arve et le nouveau bâtiment de la Haute école d'art et de design).

Le problème ne se pose pas du tout dans les mêmes termes dans le canton de Vaud dont la situation financière et comptable fait la fierté du grand argentier Pascal Broulis. Après onze années consécutives de [résultats positifs](#), les comptes 2016 bouclent avec un excédent de revenus net de 186 millions de francs. Après neuf réductions consécutives qui ont ramené la dette nette de près de 6 milliards de francs en 2006 à moins de 500 millions en 2013, elle s'est légèrement accrue pour atteindre 775 millions de francs à fin 2016, en raison principalement d'une tranche de recapitalisation de la Caisse de pension de l'Etat de Vaud et du volume des investissements consentis dans l'année.

Ville-Etat et doubles emplois

Alors que Lausanne est une ville-centre d'agglomération somme toute classique et bien connectée au-delà du canton, Genève est de fait une ville-Etat, située parmi 44 autres communes, dont beaucoup ont gardé un caractère rural et villageois tandis que neuf villes comptent plus de 10'000 habitants.

Cet ensemble hétérogène de collectivités différentes suscite nombre de problèmes de gouvernance. Les pertes d'efficacité se manifestent en particulier au centre, faute de partage clair des responsabilités entre le canton de Genève (Conseil d'Etat et Grand Conseil) et la ville du même nom (Conseil administratif et Conseil municipal). De manière générale, il

semble relativement difficile d'exercer la responsabilité de magistrat à Genève où, par exemple, le Grand Conseil cherche, plus que dans d'autres cantons, à s'emparer de compétences attribuées à l'exécutif. Dérive bien connue, mais pas fatale. A noter que la consultation des procès-verbaux du parlement genevois fait apparaître de très nombreux et continuels reports à la séance suivante - alors que le Grand Conseil vaudois réussit régulièrement à épuiser l'ordre du jour, au point de pouvoir se priver de siéger certains mardis après-midi.

Convenons que, même avec des tempéraments plus conciliants de la part des élus et des citoyens, il resterait la difficulté particulière de devoir gérer la ville de Genève à ses différents niveaux: local, transfrontalier, métropolitain - et bien sûr international.

Indépendamment des énormes dépenses d'énergie liées au fonctionnement d'un tel système, Genève vit cher et semble pouvoir se permettre des doubles emplois récurrents. La comparaison avec d'autres villes suisses le confirme. Dans le domaine de la culture par exemple, Genève consacre des fonds publics relativement élevés sans forcément proposer une offre aussi diversifiée que dans d'autres grandes villes du pays.

En définitive, il se pourrait bien que la propension vaudoise à l'accommodement, allant jusqu'à l'écrasement du parlement sous le [poids du Conseil d'Etat](#), permette un exercice relativement économique du pouvoir. La présence de magistrats dotés d'une forte personnalité convient bien aux Vaudois,

respectueux des corps constitués en général et plus encore des autorités qui ne craignent pas de s'imposer.

Contrastant avec l'ordre régnant au Château cantonal vaudois, la vie politique de la République et canton demeure marquée par ce goût prononcé que cultivent les Genevois pour le conflit mis en scène comme un spectacle. Au point que la vigueur et la mise en [ébullition](#) des débats paraissent souvent inversement proportionnelles à l'importance des affaires en cause.

Vus de loin, les deux cantons apparaissent très semblables, bien difficiles à distinguer. Considérés de plus près, leurs différences géographiques, démographiques, économiques et politiques sautent aux yeux. Pourtant on ne peut ignorer leur complémentarité - en particulier en matière d'économie et de transports terrestres et aériens - qui plaide en faveur d'une coopération accrue. Or, en la matière, le chantier est à peine ouvert. On attend des deux gouvernements qu'ils manifestent une volonté commune de faire de la métropole lémanique autre chose qu'un logo médiatique ([DP 2011](#)) et une coquille vide. ([DP 2083](#)).

La géographie fait l'histoire qui fait la politique. L'enclave genevoise voulue suisse par le Congrès de Vienne a besoin du Pays de Vaud pour faire un bon canton suisse. Mais elle a gardé les mœurs de la France, qui l'a toujours entourée et le plus souvent protégée, et les ambitions mondiales qui font son identité et les fantasmes de ses élites politiques et économiques. Et Vaud a besoin d'elle pour faire la bascule internationaliste de la Suisse.